

TRIBUNE

Transidentité : on ne peut empêcher quiconque de devenir soi avec une loi, par Océan

Dans une tribune à «Libération», l'acteur et réalisateur interpelle les sénateurs qui ont voté la loi visant à «encadrer» les transitions de genre et rappelle que les bloqueurs de puberté sont la seule chance pour les adolescents de continuer à vivre.

Mardi soir au Sénat, la proposition de loi proposée par le groupe LR visant à interdire aux mineur·e·s trans l'accès aux bloqueurs de puberté – le terme officiel est «encadrer» mais personne n'est dupe – [a été adoptée](#). 180 voix pour la proposition de loi et 136 contre, ça fait beaucoup de *pour* la PPL, soit beaucoup de *contre* la communauté trans.

Je garde un souvenir indélébile d'une table ronde où j'interrogeais des femmes trans qui avaient migré en France pour échapper à la précarité et la transphobie, voire à la mort dans leur pays, à qui j'avais demandé à quel âge elles avaient su pour leur transidentité. Même moi, j'avais été surpris d'entendre leurs réponses : «4 ans, 7 ans, 8 ans». Nous avons évoqué leurs trajectoires extraordinaires, elles qui avaient survécu à tant de violences, évoqué aussi leurs transgressions de toute loi et règle pour accéder aux hormones et aux opérations nécessaires pour elles, coûte que coûte.

Aux 180 sénateurices qui ont voté pour ce projet de loi qui interdirait l'accès aux soins aux mineur·e·s, je demande : pensez-vous sincèrement que vous empêcherez quiconque de devenir soi avec des lois ?

La brillante idée (non) des sénateur·ices LR, [directement importée de la droite américaine](#), a donc été de hurler sur tous les toits que nos chérubins étaient en danger, puisque maintenant la transidentité est une mode, que dis-je, [une pandémie](#), et qu'il fallait absolument empêcher que ces mineur·e·s aient accès aux hormones (enfin ça dépend lesquelles hein, la pilule pour les jeunes filles cisgenres, pas de souci) et à des «chirurgies irréversibles». En oubliant de rappeler que c'est déjà le cas, et que pour accéder à ces bloqueurs de puberté, les temps d'attente sont extrêmement longs. Il faut l'accord d'une équipe médicale, des parents consentants, et *du temps*.

Enjeu de vie ou de mort

A ce sujet, un argument paradoxal est beaucoup revenu dans leur bouches : il faudrait laisser le temps aux enfants de réfléchir et les protéger de décisions qu'ils pourraient regretter. Or c'est précisément ce que permettent ces bloqueurs, qui ne font que retarder la puberté et laissent donc à l'adolescent·e le temps de réfléchir pour décider ensuite de continuer sa transition ou d'arrêter son traitement et laisser la puberté reprendre son cours. En sachant que 98% des jeunes trans ne changent pas d'avis (et ceux qui le font abandonnent à cause de la transphobie subie), ces bloqueurs évitent des opérations coûteuses et inutiles, comme la mastectomie pour les garçons trans ou la réduction de la pomme d'Adam pour les jeunes femmes trans, puisque la puberté n'aura pas eu lieu.

Ce n'est pas comme si nous avions manqué, pendant ce débat, de témoignages rapportés de jeunes trans, qui toustes concluent peu ou prou par «si je n'avais pas pu transitionner je serais mort·e» ce qui, en termes de «protection de l'enfance», donne a priori un indice quant à la marche à suivre face à un enfant trans.

Le nombre réel de mineur·e·s trans accédant à un accompagnement médical (environ 300, sur plus de 10 millions d'enfants, on peut parler d'une pandémie assez... relative), comme les études sérieuses sur la santé des mineur·e·s trans sont accessibles aux sénateurices.

Les discours de Mélanie Vogel, Anne Souyris, et même du ministre délégué en charge de la Santé et de la Prévention, Frédéric Valletoux, qui ne sont pas exactement les premières personnes à qui l'on pense quand on invoque les chimères «transactivistes-wokistes» chères à la droite, étaient éloquentes et clairs, et j'ai cru le temps d'une soirée que le Sénat, malgré sa réputation de cluster de réacs, voterait majoritairement *contre* cette proposition et donc *pour* les enfants trans.

Et pourtant.

Perpétuel retour en arrière

L'argument de la «protection de l'enfance», dès qu'il s'agit de contrôler, réprimer et restreindre les droits des minorités sexuelles et de genre, marche apparemment à tous les coups (coucou la manif pour tous !).

Une députée LR a dit : *«Il faut protéger les enfants d'eux-mêmes. Si on les écoutait, ils ne demanderaient qu'à manger des frites au ketchup en regardant TikTok toute la journée !»* Je me demande bien quel adulte il faut être pour avoir une vision aussi réductrice et condescendante des enfants, et comment justifier un monde qui revendique l'écrasement des plus jeunes (1).

Je pense à ce père, quand sa fille de 8 ans lui a annoncé sa transidentité.

Il a d'abord eu très peur, il résistait, refusait de l'accepter. Puis, simplement en changeant de prénom, de pronoms et d'habits, il a vu son enfant devenir heureuse, gaie, elle-même : légère comme les enfants devraient toujours pouvoir l'être. Le petit garçon angoissé et fragile a cédé sa place à la petite fille rayonnante, et cela a suffi à ce père pour comprendre que c'était cela, la seule chose impérieuse : la joie et la vitalité de son enfant. Aujourd'hui, il s'inquiète plus que tout de voir cette loi passer, parce qu'il sait bien que l'accès à ces bloqueurs de puberté est la seule chance pour sa fille de continuer à vivre, survivre même, à son adolescence.

Des exemples de ce type, on en a des milliers. Ce qui nous épuise, c'est de sentir un perpétuel retour en arrière : les mouvements réactionnaires nous obligent, encore et encore, à rappeler l'évidence, à rouvrir des dossiers qu'on croyait classés. Alors que nos luttes avancent et se concentrent par exemple sur la facilitation du changement de sexe [à l'état-civil sur simple demande](#), alors que nous souffrons depuis des décennies du manque de soignants «safe» pour nous accompagner, nous voilà, comme dans un mauvais jeu de société, éternellement renvoyés, au mieux, à la case départ, au pire, prison.

Alors à tou·te·s les allié·e·s, à toutes les personnes cis qui veulent bien faire mais ne savent pas comment agir : renseignez-vous, transmettez les savoirs que nous vous avons donnés, rejoignez-nous, soutenez-nous ; nous avons besoin de vous pour grossir nos rangs, nous ne sommes pas assez nombreu·x·ses pour mener ces luttes sans votre soutien actif. Le genre et la liberté qui doit y être associée ne sont pas réservée aux personnes trans ; elles nous concernent toutes et tous.

[1] [Voir l'ouvrage collectif *Politiser l'enfance*](#)